

Strasbourg - Formation à l'Université de Strasbourg

# Des outils pour lutter contre la radicalisation

Des cadres religieux musulmans et des travailleurs sociaux sont formés depuis 2016 à la prévention de la radicalisation au sein de l'Université de Strasbourg. Des outils leur sont donnés afin qu'ils puissent monter des projets dans leurs quartiers.



À l'université, de g. à dr. au premier plan, Muriel Domenach, secrétaire générale du CIPDR, et Chantal Cutajar, adjointe en charge de la déradicalisation à la Ville de Strasbourg. PHOTO DNA

Cette formation hybride lancée en 2016 est l'un des outils pour tenter de contrer et concurrencer les discours radicaux. La demande émanait de la préfecture, la faculté de théologie protestante s'en est saisie, avec la FLEPES (Faculté libre d'études politiques).

Objectif, résume Rémi Gounelle, doyen de la faculté de théologie protestante, former à « l'accompagnement préventif de profils radicalisés ».

Les cadres religieux musulmans et les travailleurs sociaux sont les élèves de ces courtes formations (un total de 17 h en trois ans), sanctionnées par un certificat professionnel de « chef de projet en économie sociale et solidaire ».

## La création d'un diplôme d'État espérée

Ces titres ont été remis ce mois de janvier au cours d'une cérémonie à laquelle a assisté Muriel Domenach, secrétaire générale du CIPDR (Comité interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation).

Le CIPDR finance cette expérimentation et Muriel Domenach s'est montrée convaincue : « C'est un combat qu'on ne peut mener sans les musulmans de France, eux seuls peuvent porter un discours alternatif à celui qu'on trouve sur le net. »

Même positionnement d'Alexandre Piton, sous-préfet de Sélestat-Erstein, représentant du préfet du Bas-Rhin. Il a rappelé en quoi consiste l'action préfectorale : suivi des signalements de la police, accompagnement des mineurs et prévention, avec les maires, élus et acteurs du territoire.

Et de citer l'exemple de ce mineur très radicalisé qui, grâce à un accompagnement, a fini par sortir « des mirages de ses 15 ans » et à revenir à ses études. Il fait aujourd'hui une classe prépa à Paris. « Il y a une nécessité de montée en compétences des cadres religieux mais aussi des services », a ajouté Alexandre Piton.

Cette formation jugée vertueuse par les différents acteurs réunis intéresse aussi la Ville de Strasbourg, représentée par Chantal Cutajar, adjointe au maire en charge de la prévention de la radicalisation : « L'apport des sciences humaines est indispensable pour apporter des réponses pertinentes. La tâche est considérable ». Évoquant le 11 décembre, « il faut qu'on puisse comprendre ce qui a pu mener un enfant de Strasbourg à commettre de telles atrocités ».

« Sans ajouter de nouvelles instances, il faut s'appuyer sur les acteurs des territoires. Le religieux fait partie de la vie de nos concitoyens, il faut imaginer des réponses innovantes. »

Plusieurs projets ayant émergé au cours de ces formations ont justement été présentés.

Hodeifa Megchiche, éducateur spécialisé dans les quartiers strasbourgeois de Neuhof et de la Meinau, a ainsi exposé un projet co-construit avec des associations de quartier, y compris culturelles (c'est une nouveauté), ainsi qu'un lycée. Histoire d'élargir le nombre de jeunes et les tranches d'âges touchées.

Quant à la formation, Isabelle Ullern, doyenne de la FLEPES, espère la pérenniser : « Nous avons de quoi faire une formation professionnelle diplômante pour les cadres religieux au niveau national. Le but est de créer un diplôme d'État. »